

VF
**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU COMITE
SYNDICAL DU 30 SEPTEMBRE 2019**

DELEGUES :	
Nombre	
Quorum	
Présents	
Pouvoirs	
Votants	
Abstentions	
Suffrages exprimés	
Majorité requise	
Pour	
Contre	

Envoyé en préfecture le 08/10/2019

Reçu en préfecture le 08/10/2019
Affiché le 08/10/2019
ID : 007-250700267-20190930-2019CS090035-DE

OBJET : 1.1.4 Rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif 2018

L'an deux mille dix-neuf, le trente du mois de septembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / Mme FERRIER Dominique (Banne) / MM MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / FAUGIER Christian (Chandolas) / Mme MOUTERDE Hélène et MM SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / MM PASCAL Jean (Faugères) / PONTHER Jean-Yves (Labégude) / ORIVES Éric (Lalevade d'Ard) / LACROIX Bernard (Largentières) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BRUN Marc (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (St And de Vals) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / DUGAS Laurent (Tauriers) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-B) / GRASSET Guillaume (Vinezac) /	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. CIVIER Stéphane (Aubenas) / GINEVRA Stéphane (Chirols) / DIVOL Max / Mme MAIRESSE Nadine et M BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc). <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. FALLOT Joseph et BACCONNIER Jean-Claude <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM LACROTTE Robert et CIVIER Stéphane (CDC Bassin d'Aubenas) / BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie
---	---

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> M. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) à M DEVANCIARD Gilles M. CLADT Bernard (Labégude) à M. PONTHER Jean-Yves M. CHARRIERE Jacques (Ruoms) à M. PASCAL Jean	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) à M. FAUGIER Christian <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> M. AUDIGIER Christian à M. FALLOT Joseph M MAUDUIT Jean-Yvon à M BACCONNIER Jean-Claude
---	---

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> MM BALMELLE Robert (Berrias-Casteljaou) / ELADIE Farid (Grosbrières) / RISSE Michel (Malbosco) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzrières) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / SOUTEYRAND Marc (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains.)	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> Mme CHASTAGNIER Geneviève (CDC Pays Beaume-Drobie) M GIBERT Alain (CDC Pays Beaume-Drobie) MM BALMELLE Robert et GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) M MAUDUIT Jean-Yvon (CDC Gorges de l'Ardèche)
--	---

Titulaires absents :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM GIRAUD Jacky (Chazeaux) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aub.) / Mme DEBARD Annie (Lalevade d'Ard.) / Mme AMET Maryse (Largentières) / MM VEYRENC Yves (Pont de Lab.) / CAMPO Hervé (Rocles) / ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / MM BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / ROURISSOL Denis (St Privat) / Mme MESSAOUDI Simone et MM PERBOST Serge (Ruoms) / AVIAS Cyrille-Christophe et Mme CHARROUD Annie (Ucel) / MM PERRIER Bernard (Uzer) / VEYRENC Éric (Vernon) / MANENT Pierre (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M CONTESSO Franck (Fons) / Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> MM. CHAULET Edouard / UGHETTO René / MARRON Jacques.
--	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM ESPERANDIEU Jean-Claude (St André de Cruzrières) / FARGIER Gérard (St Pierre de Colombier) / BOYER Joël (UCEL) / ARCHIMBAUD Patrick (Vals les Bains)	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M AUDIBERT François (CDC Pays Beaume-Drobie)
---	--

Le secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE.

OBJET : . 1.1.4 Rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement

Envoyé en préfecture le 08/10/2019

Reçu en préfecture le 08/10/2019

Affiché le

Berger
Levaillant

ID : 007-250700267-20190930-2019CS090035-DE

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, dans son article L. 213-2, l'établissement d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) pour les services d'eau potable et d'assainissement. Dans le présent cas de figure, il s'agit du RPQS du service public « d'assainissement non collectif ».

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et la délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (SISPEA). SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS « assainissement non collectif » doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Un exemplaire de ce rapport doit également être transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

le comité syndical est appelé à :

- ✓ **ADOPTER** le rapport sur le prix et la qualité du service public « d'assainissement non collectif »
- ✓ **DECIDER** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- ✓ **DECIDER** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr
- ✓ **DECIDER** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur SISPEA.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** le rapport sur le prix et la qualité du service public « d'assainissement non collectif »

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche (SEBA)

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement non collectif

Exercice 2018

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007.

Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr

Table des matières

1. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE	2
1.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI.....	2
1.2. MODE DE GESTION DU SERVICE	2
1.3. ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE (D301.0).....	2
1.4. INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (D302.0).....	3
2. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE	4
2.1. MODALITES DE TARIFICATION	4
2.2. RECETTES	4
3. INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	5
3.1. TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (P301.3)	5
4. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS.....	7
4.1. MONTANTS FINANCIERS DES TRAVAUX REALISES	7
4.2. PRESENTATION DES PROJETS A L'ETUDE EN VUE D'AMELIORER LA QUALITE DU SERVICE A L'USAGER ET LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU SERVICE	7

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ communal
☒ intercommunal

- Nom de la collectivité : Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche (SEBA)
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Syndicat Mixte
- Compétences liées au service
 - ☒ Contrôle des installations ☐ Traitement des matières de vidanges
 - ☐ Entretien des installations ☐ Réhabilitation des installations ☐ Réalisation des installations
- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Ailhon, Balazuc, Banne, Beaulieu, Bessas, Chandolas, Chassiers, Chauzon, Chazeaux, Fabras, Faugères, Fons, Grospierres, Joannas, Labastide-de-Virac, Labeaume, Labégude, Lachapelle-sous-Aubenas, Lagorce, Lalevade-d'Ardèche, Lanas, Largentière, Laurac-en-Vivaraïs, Lentillères, Mercuer, Meyras, Orgnac-l'Aven, Pont-de-Labeaume, Pradons, Prunet, Ribes, Rochecolombe, Rocher, Rosières, Ruoms, Saint-Alban-Auriolles, Saint-André-de-Cruzières, Saint-Andéol-de-Vals, Saint-Julien-du-Serre, Saint-Maurice-d'Ardèche, Saint-Privat, Saint-Remèze, Salavas, Sampzon, Sanilhac, Tauriers, Ucel, Uzer, Vagnas, Vallon-Pont-d'Arc, Vals-les-Bains, Vernon, Vinezac, Vogüé
- Existence d'une CCSPL ☒ Oui ☐ Non
- Existence d'un zonage ☒ Oui, date d'approbation : ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation : 04/07/2018 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en Régie par Régie à autonomie financière

1.3. Estimation de la population desservie (D301.0)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.

Le service public d'assainissement non collectif dessert 16 732 habitants, pour un nombre total d'habitants résidents sur le territoire du service de 44 156.

Le taux de couverture de l'assainissement non collectif (population desservie rapporté à la population totale du territoire couvert par le service) est de 37,89 % au 31/12/2018 (40,36 % au 31/12/2017).

1.4. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.

Attention : le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.

		Exercice 2017	Exercice 2018
A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	Non	Non
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	Oui	Oui
30	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	Oui	Oui
30	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	Oui	Oui
B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
10	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	Non	Non
20	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	Non	Non
10	Le service assure le traitement des matières de vidange	Non	Non

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif du service pour l'année 2018 est de **80** (80 en 2017).

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les compétences obligatoires du service (contrôle de la conception, de l'implantation, de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations) et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les compétences qu'il peut exercer – s'il le souhaite – à la demande des propriétaires (entretien, réalisation ou réhabilitation des installations, traitement des matières de vidange) :

- la part représentative des compétences obligatoires est calculée en fonction de critères définis par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ; la tarification peut soit tenir compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations, soit être forfaitaire ou dépendre des volumes d'eau potable consommés ;
- la part représentative des prestations facultatives n'est due qu'en cas de recours au service par l'utilisateur ; la tarification doit impérativement tenir compte de la nature des prestations assurées.

Les tarifs applicables aux 01/01/2018 et 01/01/2019 sont les suivants :

Tarifs	Au 01/01/2018	Au 01/01/2019
Compétences obligatoires		
Tarif du contrôle des installations neuves en €	151,96	151,96
Tarif du contrôle des installations existantes en €	151,96	151,96
Tarifs des autres prestations aux abonnés en €		
Compétences facultatives		

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 11/12/2017 effective à compter du 01/01/2018

2.2. Recettes

	Exercice 2017			Exercice 2018		
	Collectivité	Délégataire (le cas échéant)	Total	Collectivité	Délégataire (le cas échéant)	Total
Facturation du service obligatoire en €	207 143		207 143	119 974		119 974
Facturation du service facultatif en €						
Autres prestations auprès des abonnés en €						
Contribution exceptionnelle du budget général en €						
Autre en € :				8 624		8 624

3. Indicateurs de performance

3.1. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

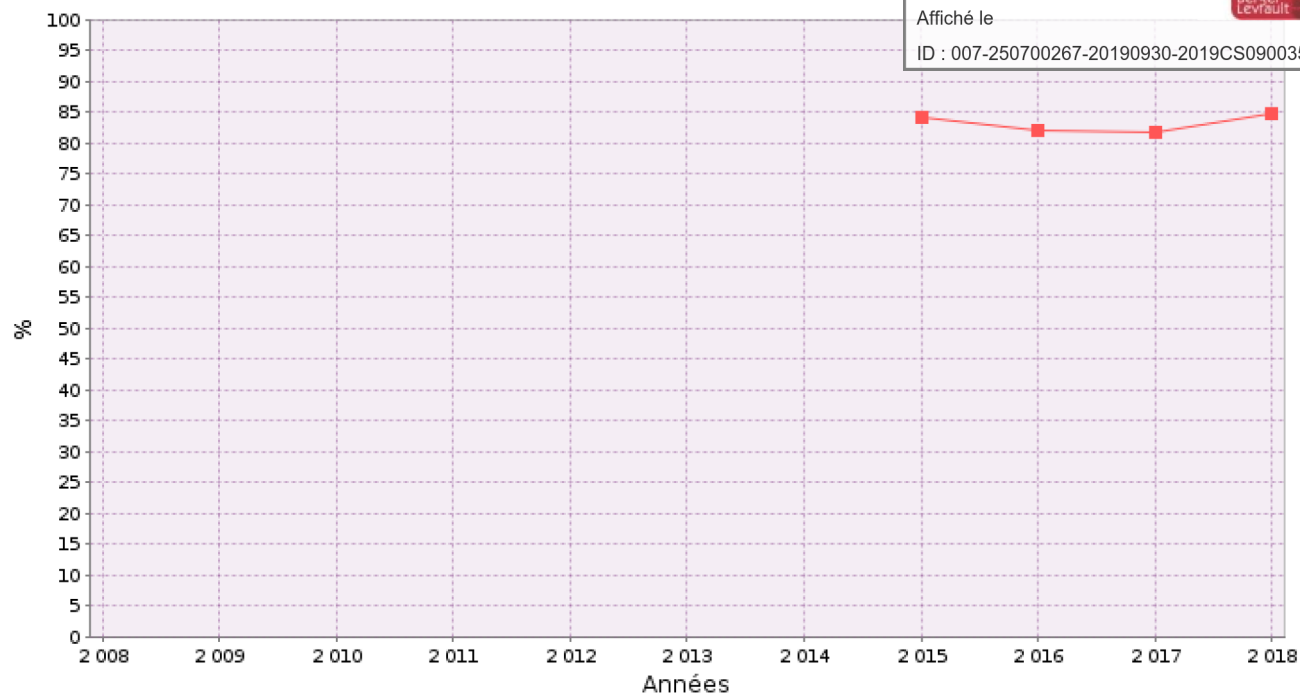
Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

- d'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service **depuis la création du service jusqu'au 31/12/N**,
- d'autre part le nombre total d'installations contrôlées **depuis la création du service jusqu'au 31/12/N**.

Attention : cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100.

$$\text{taux de conformité des dispositifs d'assainissement collectif} = \frac{\text{nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité}}{\text{nombre total d'installations contrôlées}} * 100$$

	Exercice 2017	Exercice 2018
Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité	2 443	2 452
Nombre d'installations contrôlées depuis la création du service	10 530	10 373
Autres installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement	6 175	6 342
Taux de conformité en %	81,8	84,8



■ P301.3 Conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

4. Financement des investissements

4.1. Montants financiers des travaux réalisés

Le montant total des travaux réalisés durant l'exercice budgétaire 2018 est de €.

4.2. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service

Projets à l'étude	Montants prévisionnels des travaux en €